



27 août 2021

(21-6472)

Page: 1/41

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

ISRAËL

La communication ci-après, datée du 27 août 2021 et reçue le même jour, est distribuée à la demande de la délégation d'Israël.

Table des matières

INTRODUCTION	4
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT	4
Direction de l'innovation	4
1 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DES JEUNES ENTREPRISES	4
Programme Tnufa	4
Programme des pépinières d'entreprises	5
Programme en faveur des entreprises en démarrage	6
Énergies renouvelables	8
Programme des laboratoires d'innovation	9
2 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE LA CROISSANCE.....	10
Fonds de recherche-développement	10
Dispositif générique de R&D pour les grandes entreprises	11
Technologie spatiale	12
Programme visant les grandes entreprises établies dans les zones de développement d'Israël	13
Subventions/dons de soutien aux Programmes "pilotes"	14
3 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE L'INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE	15
Consortiums en R&D dans les technologies génériques – MAGNET.....	15
Programme de commercialisation des connaissances (auparavant dénommé MAGNETON)	16
Promotion de la recherche appliquée universitaire	17
4 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE LA COLLABORATION INTERNATIONALE	19
Programmes bilatéraux de soutien mutuel.....	19
Programme de coopération en matière de R&D avec des sociétés multinationales	20
Fonds binationaux.....	21
5 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE LA FABRICATION DE POINTE	22
Industries orientées vers la fabrication	22
Programme visant à préparer à la R&D les industries à faible technicité	23
6 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DES ENJEUX SOCIÉTAUX.....	25
Soutien à la R&D axée sur la technologie d'aide destinée aux personnes handicapées.....	25
Enjeux concernant le secteur public.....	26
7 AIDE OCTROYÉE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES PAR L'AGENCE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (SMBA)	27
Centres pour le développement des entreprises – Centres MAOF de l'Agence pour les petites et moyennes entreprises	28
Programme axé sur la conception de produits de l'Agence pour les petites et moyennes entreprises.....	29
8 ADMINISTRATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR.....	30
Programme de ciblage de marchés ("Smart Money")	30
Shalav – Une passerelle pour le programme de commercialisation internationale	31

9 SOUTIEN EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION.....	32
Cours de formation pour adultes	32
Formation en cours d'emploi.....	33
Cours combinant études et travail en usine	33
Programme de formation en apprentissage – Programme des "débutants"	34
Programme de bons	35
10 AGENCE CHARGÉE DES INVESTISSEMENTS AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INDUSTRIE	36
Programme de subventions à l'emploi.....	36
Incitations à l'investissement prévues dans la Loi pour l'encouragement de l'investissement productif.....	36
Programme de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de l'efficacité énergétique.....	37
11 AUTRES FORMES DE SUBVENTIONS	38
Coût de l'aménagement foncier	38
Zone franche d'Eilat	39
Zone franche portuaire	40
Pêcheries – Exonération des droits d'accise appliqués au carburant	40

INTRODUCTION

Faisant suite au document G/SCM/N/343/ISR, qui couvre les années 2017, 2018 et 2019, la présente notification concerne des mesures en vigueur à ce jour et fournit, dans la mesure du possible, des données statistiques pour l'année 2020.

Le gouvernement de l'État d'Israël a fait un gros effort pour présenter une notification détaillée conformément aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Ces notifications reprennent, autant que possible, tous les éléments indiqués à l'article 25 de l'Accord SMC et dans le questionnaire sur les subventions.

Conformément à l'article 25.7 de l'Accord SMC, le fait qu'une mesure a été notifiée ne préjuge ni de son statut juridique au regard du GATT de 1994 ou de cet Accord ni de ses effets au titre de l'Accord ou de la nature de la mesure elle-même. En outre, cela ne signifie aucunement que l'une quelconque des mesures notifiées équivaut, en totalité ou en partie, à une subvention spécifique.

RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

Direction de l'innovation

La Direction israélienne de l'innovation est un organisme indépendant qui a pour objet d'appuyer l'écosystème de l'innovation en Israël en fournissant divers outils et plates-formes de financement. La Direction (anciennement connue sous le nom de "Bureau du conseiller scientifique en chef du Ministère de l'économie et de l'industrie") a été créée en 2015, lorsque des modifications ont été apportées à la Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle. Ces modifications constituaient le fondement juridique de la création de la nouvelle "Direction de l'innovation".

La Direction de l'innovation comprend six divisions, qui s'adressent chacune à un public cible différent:

1. Division des jeunes entreprises
2. Division de la croissance
3. Division de l'infrastructure technologique
4. Division de la collaboration internationale
5. Division de la fabrication de pointe
6. Division des enjeux sociétaux

Fondement juridique

Le fondement juridique de la création de la Direction de l'innovation est la Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

1 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DES JEUNES ENTREPRISES

La Division des jeunes entreprises propose des outils uniques à l'appui du développement initial de projets dans le domaine technologique. Ces outils aident les entrepreneurs et les jeunes entreprises à développer des concepts technologiques innovants au stade antérieur à l'amorçage ou au stade initial de la R&D, à concrétiser leurs idées et à franchir des étapes importantes ouvrant la voie à du financement.

Programme Tnufa

Le Programme TNUFA s'adresse aux entrepreneurs souhaitant formuler et valider un concept technologique innovant et passer au stade de la R&D, pour ensuite mobiliser des fonds afin de développer le concept et le commercialiser.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme aide les entrepreneurs aux fins de la validation des concepts et de l'établissement de la viabilité commerciale des projets à leur phase initiale d'élaboration.

4. Forme de la subvention

Les entrepreneurs et les nouvelles jeunes entreprises peuvent obtenir une subvention conditionnelle jusqu'à concurrence de 200 000 NSI sur une période de deux ans, à raison de 100 000 NSI par année (85% du budget approuvé). Les projets de bioconvergence peuvent recevoir une subvention conditionnelle jusqu'à concurrence de 400 000 NSI sur une période de deux ans, à raison de 200 000 NSI par année (85% du budget approuvé).

Les fonds sont accordés pour la construction d'un premier prototype, la protection de la propriété intellectuelle et le développement de l'entreprise, y compris pour les composants dégradables, la passation de marchés avec des sous-traitants, des consultants et des conseils en brevets et pour les frais associés à la participation à des expositions (les fonds ne sont pas censés couvrir les salaires et les frais généraux).

5. À qui la subvention est accordée

Entrepreneurs et nouvelles jeunes entreprises.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	16,3
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants sur le marché. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a pas d'incidence directe sur le commerce.

Programme des pépinières d'entreprises

Ce programme est destiné aux entrepreneurs qui souhaitent créer une jeune entreprise à partir d'un concept technologique innovant. Une pépinière d'entreprises technologiques est un centre d'entrepreneuriat qui a pour mandat d'investir dans de nouvelles jeunes entreprises et de leur apporter un soutien administratif, technologique et commercial. La pépinière se veut un cadre propice à la création d'une entreprise ainsi qu'à la transformation d'un concept en produit commercial. Il existe actuellement 18 pépinières d'entreprises technologiques et 1 pépinière d'entreprises biotechnologiques désignée qui appartiennent à des groupes privés bien rodés et expérimentés, par exemple des fonds de capital-risque, des sociétés multinationales, des investisseurs privés, etc. Les pépinières sont sélectionnées dans le cadre de processus concurrentiels à l'issue desquels des licences leur sont accordées pour une période de huit ans et elles sont réparties sur l'ensemble du territoire national. La liste des pépinières d'entreprises actives en Israël peut être consultée sur le site Web de la Direction de l'innovation.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les entrepreneurs dont les concepts technologiques innovants sont au stade initial de la R&D à créer de jeunes entreprises et à franchir une étape importante qui ouvrira la voie à du financement.

4. Forme de la subvention

La subvention conditionnelle accordée dans le cadre de ce programme représente 85% du budget approuvé et jusqu'à concurrence de 3 millions de NSI pour une période maximale de deux ans, ou jusqu'à concurrence de 85% et de 5 millions de NSI pour une période maximale de trois ans. Les entreprises œuvrant dans des zones de développement peuvent avoir droit à des fonds supplémentaires.

La subvention conditionnelle accordée dans le cadre de la pépinière d'entreprises biotechnologiques désignée représente 85% du budget approuvé, jusqu'à concurrence de 8,1 millions de NSI pour une période maximale de trois ans.

La pépinière verse un financement additionnel couvrant 15% du budget approuvé. Aucun investissement financier n'est exigé des entrepreneurs.

L'aide comprend également un soutien complet fourni par la pépinière, y compris l'espace physique, l'infrastructure technologique et des conseils commerciaux, ainsi que l'accès à des partenaires, des investisseurs additionnels et des clients potentiels, des services de conseil juridique et des services administratifs.

5. À qui la subvention est accordée

Entrepreneurs privés, nouvelles jeunes entreprises et établissements de recherche désireux de faire commercialiser des technologies fondées sur des études inédites par de jeunes entreprises.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	157,3
------	-------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Programme en faveur des entreprises en démarrage

Le Programme en faveur des entreprises en démarrage s'adresse aux jeunes entreprises qui souhaitent réaliser et promouvoir un projet technologique innovant, et pénétrer les marchés en

sollicitant des investissements privés. Il comprend trois sous-programmes: le sous-programme ordinaire, le sous-programme destiné aux minorités et le sous-programme destiné à la communauté ultraorthodoxe. L'approbation de la Direction de l'innovation constitue un levier important pour les entreprises qui souhaitent mobiliser des investissements privés.

En 2019, le Programme en faveur des entreprises en démarrage a été transféré de la Division des jeunes entreprises à la Division de la croissance. Début 2020, il a été mis fin aux activités du Programme qui a été intégré dans le Programme du Fonds de R&D.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accorder des incitations à l'investissement privé dans les entreprises en démarrage (développement de produits et pénétration de marchés).

4. Forme de la subvention

La subvention conditionnelle accordée représente 50% à 30% du budget approuvé jusqu'à concurrence de 10 millions de NSI par année. Les entreprises qui œuvrent dans des zones de développement peuvent avoir droit à une subvention conditionnelle supplémentaire de 10% ou 25%.

Les entrepreneurs issus des groupes minoritaires/de la communauté ultraorthodoxe peuvent demander des incitations privilégiées pendant les deux premières années, comme suit:

- Première année – le budget total représente jusqu'à 2,5 millions de NSI et la subvention conditionnelle accordée équivaut à 75% du budget approuvé.
- Deuxième année – le budget total représente jusqu'à 4,5 millions de NSI et la subvention conditionnelle accordée équivaut à 70% du budget approuvé.

L'entreprise dont le projet est approuvé par la Direction de l'innovation au cours de sa première année de participation au programme a la possibilité de mobiliser le financement complémentaire nécessaire à la réalisation de son projet dans un délai maximal de six mois à compter de la date d'approbation.

5. À qui la subvention est accordée

Les jeunes entreprises de tous les secteurs industriels, ayant mobilisé jusqu'à concurrence de 10 millions d'USD et dont les revenus s'élevaient à 1 million d'USD l'année précédente, qui sont désireuses de développer et de perfectionner des produits innovants, et de pénétrer leurs marchés cibles.

Le Programme accorde des conditions préférentielles aux entreprises détenues par des entrepreneurs issus des groupes minoritaires ou de la communauté ultraorthodoxe.

6. Durée

Le programme a pris fin en 2019.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	0
------	---

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Énergies renouvelables

Le Centre des technologies des énergies renouvelables apporte un soutien aux projets axés sur la technologie et la R&D qui sont aux stades de la recherche universitaire appliquée et du démarrage d'entreprise. Il permet de mettre à l'essai les produits en développement et en démonstration. Il est administré par le secteur privé, notamment des investisseurs stratégiques et un établissement universitaire. Il exerce ses activités dans une zone de développement du sud du pays (région d'Eilat).

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les entreprises et les entrepreneurs qui développent ou souhaitent développer un produit faisant appel à une technologie innovante qui présente un potentiel économique dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Ce programme s'adresse également aux équipes qui peuvent effectuer elles-mêmes la R&D proposée tant sur le plan technologique que sur celui de la gestion. Cette aide est subordonnée à la contribution du projet au développement de la région d'Eilat.

4. Forme de la subvention

Le personnel du Centre apporte aux participants à tous les sous-programmes un soutien professionnel et technique aux fins de la réalisation du projet. L'aide financière dépend du sous-programme dans le cadre duquel le projet est réalisé:

- Sous-programme principal: Aide financière couvrant 66% des dépenses de R&D approuvées pour une période d'activité maximale de deux ans. Dans des cas exceptionnels, une prolongation d'un an de la période sera approuvée sans modification de l'importance de l'aide financière.
- Sous-programme avancé: Aide financière couvrant 60% ou 85% des dépenses de R&D approuvées par la Direction de l'innovation, et financement additionnel jusqu'à concurrence de 100% des dépenses de R&D approuvées par l'exploitant agréé du Centre pour une période d'activité maximale de deux ans.

Une aide financière couvrant 60% des dépenses de R&D est offerte aux jeunes entreprises existantes qui amorcent leurs activités, même si elles ont déjà bénéficié d'un soutien au titre d'autres programmes de la Direction de l'innovation ou de tout autre programme.

Une aide financière couvrant 85% des dépenses de R&D est disponible pour les projets qui n'ont pas bénéficié auparavant d'une aide publique au titre de l'un des programmes de la Direction de l'innovation, exception faite du sous-programme principal du Centre des technologies des énergies renouvelables.

Le budget approuvé pour un projet ne peut dépasser 2,5 millions de NSI. Dans des cas exceptionnels, une prolongation d'un an de la période d'activité sera approuvée sans modification de l'importance de l'aide financière.

L'entrepreneur ou l'entreprise bénéficiant des avantages offerts dans le cadre de ce programme remboursera le financement reçu à la Direction de l'innovation en lui versant des redevances sur le produit des ventes réalisées si le projet parvient au stade de la commercialisation et que l'entreprise génère des revenus.

- Sous-programme des zones d'essai: Aide financière couvrant 50% des dépenses de R&D approuvées pour une période d'activité maximale de deux ans.

5. À qui la subvention est accordée

Les entreprises et entrepreneurs qui souhaitent réaliser des projets faisant appel à la R&D technologique dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Le Centre des technologies des énergies renouvelables apporte un soutien à des projets réalisés dans les domaines technologiques pertinents, tels que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie géothermique, les combustibles de remplacement, l'efficacité énergétique, les réseaux intelligents, le stockage de l'énergie, etc.

Le programme s'adresse aux entreprises en démarrage et aux entrepreneurs qui souhaitent développer des projets technologiques dans le domaine des énergies renouvelables, aux chercheurs désireux de faire de la recherche appliquée dans ce domaine, et aux entreprises souhaitant réaliser des expériences dans les zones d'essai du Centre.

L'aide est fournie dans le cadre de trois sous-programmes:

1. le sous-programme principal, qui finance et soutient des activités de R&D appliquée grâce à la coopération entre les universités et l'industrie;
2. le sous-programme avancé, qui finance et soutient des projets technologiques réalisés par des entreprises naissantes au stade antérieur à l'amorçage et à celui de l'amorçage;
3. le sous-programme des zones d'essai, qui finance et soutient des démonstrations et des expériences.

6. Durée

Le programme a pris fin en 2020.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	6,4
------	-----

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Programme des laboratoires d'innovation

Le Programme vise à aider les entrepreneurs et les nouvelles entreprises ayant une idée d'innovation technologique et désireux de démontrer la validité de leur concept avec l'assistance et les conseils des principales entreprises sur le marché qui sont en train d'établir un laboratoire d'innovation en Israël. Le programme est conçu pour encourager la participation de sociétés intéressées à se faire connaître dans l'écosystème de l'innovation en Israël.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les entrepreneurs aux stades préliminaires du développement d'un produit, qui requièrent une infrastructure et une compétence uniques pour démontrer la faisabilité d'une innovation technologique. L'assistance est fournie par des laboratoires d'innovation exploités par les principales entreprises du secteur – israéliennes et étrangères – grâce à un modèle d'innovation ouverte.

4. Forme de la subvention

Les sociétés qui établissent un laboratoire d'innovation fourniront aux entrepreneurs et aux jeunes entreprises des conseils concernant le marché des contacts avec leurs experts et un laboratoire. La Direction de l'innovation financera entre 33 et 50% des coûts des installations technologiques de recherche et jusqu'à hauteur de 4 ou 6 millions de NIS, ainsi que 50% des coûts de fonctionnement du laboratoire et jusqu'à 0,5 million ou 1 million de NSI du montant total du budget annuel.

La Direction de l'innovation financera 85% du budget des nouvelles entreprises pour démontrer la validité de leur concept.

5. À qui la subvention est accordée

Entrepreneurs et nouvelles entreprises dans la phase initiale dans laquelle le laboratoire d'innovation est intéressé d'investir.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	21,2
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

2 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE LA CROISSANCE

La Division de la croissance met en œuvre un large éventail de programmes qui encouragent l'innovation technologique des entreprises ayant atteint leur plein développement et en croissance. Elle contribue à la promotion et à la préservation de la compétitivité et du leadership des entreprises dans le domaine technologique, ainsi qu'à la progression de leur taux de croissance et potentiel.

Fonds de recherche-développement

Il s'agit du principal programme destiné à soutenir la R&D industrielle aux fins du développement de produits compétitifs et de procédés innovants. Le Fonds de R&D, le programme d'incitations financières pour la R&D le plus généreux du gouvernement israélien, offre aux entreprises

commerciales de tous les secteurs un soutien au développement de nouveaux produits ou à l'amélioration de technologies existantes. Toutes les entreprises israéliennes et leurs succursales peuvent en bénéficier à tous les stades de la R&D.

En avril 2020, le Fonds de R&D a lancé le "Programme de financement rapide" afin de soutenir les entreprises axées sur la R&D qui souffraient de la crise économique causée par la pandémie de Covid-19. Le programme réduit le délai de la procédure de demande de trois mois à quatre semaines et fournit aux entreprises 50% des fonds approuvés à l'avance.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Fonds de R&D encourage l'innovation technologique afin de renforcer l'économie israélienne et de favoriser son essor.

4. Forme de la subvention

Une subvention conditionnelle couvrant de 20% à 50% des dépenses de R&D approuvées.

Les entreprises exerçant des activités dans les zones de développement peuvent bénéficier d'une aide supplémentaire de 10 à 25%.

Les jeunes entreprises appartenant à des femmes ou à des entrepreneurs issus de groupes minoritaires ont droit à un soutien de 70 à 75% pour une durée limitée (jusqu'à deux ans).

5. À qui la subvention est accordée

Toutes les entreprises en Israël et toutes leurs succursales peuvent bénéficier de cette aide à tous les stades de la R&D.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	1 168,9
------	---------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Dispositif générique de R&D pour les grandes entreprises

Ce programme permet aux grandes entreprises de se concentrer sur la création à long terme de nouvelles connaissances et infrastructures technologiques, utilisées pour le développement ou la production de futurs produits innovants.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager et soutenir les travaux de R&D à long terme réalisés par les grandes entreprises qui investissent dans le développement de connaissances infrastructurelles pouvant être appliquées dans une série de produits au cours d'une longue période. Les projets de R&D qui présentent une demande d'aide dans le cadre de ce programme d'incitation doivent être accompagnés d'un plan de R&D à long terme ou prévoir une collaboration avec une autre entreprise.

4. Forme de la subvention

Une subvention couvrant de 20 à 50% des dépenses de R&D approuvées pour un plan de R&D à long terme ou un projet de R&D réalisé en coopération avec une autre entreprise.

5. À qui la subvention est accordée

Grandes entreprises employant au moins 200 salariés dans la R&D ou dont le budget de R&D en Israël est d'au moins 20 millions d'USD. De plus, les ventes annuelles moyennes de l'entreprise (y compris de ses filiales) doivent être supérieures à 70 millions d'USD depuis trois ans; ou le chiffre d'affaires total de sa société mère (dont la participation directe ou indirecte est d'au moins 80%) est supérieur à 2,5 milliards d'USD.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	50,7
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Technologie spatiale

Ce programme est une initiative conjointe de la Direction de l'innovation et de l'Agence spatiale israélienne du Ministère de la science, de la technologie et de l'espace.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la R&D dans le domaine de la technologie spatiale, tout en renforçant la capacité de développement des connaissances et de la technologie de l'industrie israélienne, réduire l'écart des connaissances entre Israël et le marché mondial, et améliorer la compétitivité de l'industrie israélienne dans le contexte des difficultés existantes, telles que le niveau élevé du risque technologique, l'importance des coûts de développement, les quantités limitées de production et les systèmes coûteux.

4. Forme de la subvention

Subvention conditionnelle couvrant jusqu'à 85% des dépenses de R&D approuvées pour une période de 36 mois.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises qui développent des produits de la technologie spatiale destinés à être installés dans des satellites ou des stations au sol pour la gestion des opérations satellitaires.

Entreprises qui développent des produits de la technologie spatiale destinés à être utilisés pour la réception ou la transmission de données satellitaires.

Entreprises qui développent des équipements pour l'étalonnage et l'essai de produits de la technologie spatiale destinés à être installés à bord des satellites ou à être utilisés dans le cadre des opérations satellitaires, y compris pour l'installation de différentes versions des satellites.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	15,0
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Programme visant les grandes entreprises établies dans les zones de développement d'Israël

Ce programme est intégré au Fonds de R&D. Les centres de R&D établis dans les zones périphériques et les zones de développement d'Israël ont une incidence énorme sur la création d'une activité économique indépendante.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les grandes entreprises à établir des centres de R&D dans les zones de développement d'Israël, tout en s'efforçant constamment de réduire l'écart entre ces zones périphériques et le centre du pays.

4. Forme de la subvention

Approbation permanente d'une subvention conditionnelle couvrant de 50% à 70% des dépenses de R&D approuvées pour un centre de R&D actif dans les zones de développement, pour une période de deux à trois ans.

5. À qui la subvention est accordée

Grandes entreprises dont le chiffre d'affaires total résultant des ventes réalisées en Israël excède 70 millions d'USD (l'année précédant le dépôt de la demande) et qui souhaitent créer un centre de R&D dans les zones de développement d'Israël.

Le programme s'adresse aux entreprises déclarant que plus de 50% de tous les produits fabriqués dans le cadre du programme le seront en Israël. En outre, le centre de R&D de l'entreprise doit employer des résidents des zones de développement dans une proportion d'au moins 40% de son effectif total la première année d'activité, de 50% la deuxième année et de 60% la troisième année.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	6,3
------	-----

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Normalement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Subventions/dons de soutien aux Programmes "pilotes"

Collaboration avec des entités gouvernementales (17 entités en 2020) qui permet aux entreprises de mettre en œuvre des technologies innovantes sur des sites pilotes afin de se développer à l'échelle industrielle.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les entreprises de technologie de la phase de développement à un lancement réussi sur le marché.

4. Forme de la subvention

Entre 20 et 50% des coûts du pilote du projet. Les entreprises exerçant leur activité dans des zones de développement ont droit à une aide supplémentaire de 10%. Une telle aide est possible lorsque l'impact potentiel de la technologie dans le secteur concerné (par exemple les transports, la santé, l'environnement etc.) devrait être exceptionnel.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises de technologie (nouvelles entreprises et grandes entreprises).

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	71,4
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne sont pas encore commercialisés. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

3 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE L'INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE

La Division de l'infrastructure technologique privilégie la collaboration entre les entreprises et le monde universitaire afin d'encourager la mise au point de technologies de pointe et de produits innovants. Les programmes offerts par cette division encouragent la coopération, l'échange de connaissances et d'expériences, et le développement de connaissances génériques inédites grâce à un groupe intégré de chercheurs issus des milieux universitaires et du monde des entreprises.

Consortiums en R&D dans les technologies génériques – MAGNET

Le programme MAGNET (R&D dans les technologies génériques préconcurrentielles) met l'accent sur les consortiums d'entreprises industrielles et d'établissements de recherche qui collaborent pour développer des technologies innovantes. Les consortiums permettent d'effectuer de la R&D à long terme et d'établir un environnement professionnel positif. La collaboration avec l'industrie renforce également les capacités de commercialisation des établissements de recherche et les aide à comprendre les besoins du marché.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Contribuer au développement de technologies génériques dans des domaines pour lesquels l'industrie israélienne dispose d'un avantage concurrentiel. Étant spécialisé dans le développement de la technologie fondamentale, le programme ouvre la voie au partage des connaissances et à la coopération entre des entreprises œuvrant dans un même domaine, ce qui pourrait être difficile à réaliser autrement.

4. Forme de la subvention

Le montant de la subvention accordée par l'entremise d'un consortium peut couvrir jusqu'à 66% du budget approuvé pour une entreprise industrielle et 100% du budget approuvé pour un établissement de recherche (80% sous forme d'une subvention et 20%, d'une contribution des entreprises industrielles du consortium).

La période d'exploitation est de trois ans.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises manufacturières qui développent des produits compétitifs et souhaitent mettre au point des technologies innovantes pouvant servir de fondement au développement d'une nouvelle génération de nouveaux produits de pointe.

Groupes de recherche universitaire qui font de la recherche scientifique ou technologique et qui cherchent à promouvoir la recherche appliquée dans le cadre d'un consortium, ainsi qu'à collaborer avec l'industrie et à analyser les besoins du marché.

Entreprise étrangère en qualité d'observateur ou de partenaire à part entière, mais ne bénéficiant d'aucun financement au titre du programme.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	176,6
------	-------

8. Effets sur le commerce

Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Programme de commercialisation des connaissances (auparavant dénommé MAGNETON)

Ce programme encourage le transfert des connaissances technologiques constituées par les milieux universitaires en vue de leur utilisation par l'industrie en créant des relations de collaboration entre les entreprises et les groupes de recherche universitaire. Cette collaboration informe les entreprises industrielles des résultats de recherches pertinentes pour leurs activités et aide les groupes de recherche à transformer leurs travaux universitaires en des applications commerciales. En outre, le Programme permet la continuation des projets des consortiums en R&D dans les technologies génériques (voir plus haut) jusqu'à deux années supplémentaires.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Validation des résultats obtenus dans les laboratoires et transfert de technologie entre des établissements de recherche et des entreprises industrielles en vue de la mise au point de produits inédits.

4. Forme de la subvention

Une subvention à la recherche appliquée couvrant jusqu'à 66% du budget approuvé pour une période de 24 mois au plus.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises industrielles cherchant à incorporer de nouvelles technologies mises au point dans les milieux universitaires et voulant, sur la base de récentes études, développer un nouveau produit ou perfectionner un produit existant qui est pertinent pour leur domaine d'activité.

Groupes de recherche universitaire œuvrant dans des établissements de recherche dans le monde entier, agréés par la Division de l'infrastructure technologique, cherchant à effectuer de la recherche appliquée innovante et originale en collaboration avec des entreprises intéressées par la technologie considérée. La recherche doit porter sur la faisabilité technologique pour l'industrie et l'établissement de recherche demandeur doit être le seul propriétaire des connaissances associées au projet.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	37,4
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Promotion de la recherche appliquée universitaire

Le programme de recherche appliquée universitaire (auparavant dénommé NOFAR) soutient la recherche appliquée universitaire dans le but d'accroître sa contribution à l'économie. Ce programme se concentre sur les idées technologiquement réalisables qui ne sont pas suffisamment développées pour bénéficier du soutien du programme de commercialisation des connaissances, et qui nécessitent un financement au stade initial de la recherche appliquée universitaire afin de les adapter aux besoins des entreprises du secteur industriel pertinent.

Le programme KAMIN, qui était actif jusqu'en 2019, faisait la jonction entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée et était axé sur l'étape de la concrétisation des résultats de la recherche fondamentale et de leur transformation en technologies ayant des applications commerciales. Courant 2019, le programme KAMIN a fusionné avec le Programme de recherche appliquée universitaire étant donné que les deux programmes visent le même public cible et le même niveau de maturité technologique.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Comblar le fossé entre les connaissances universitaires et les besoins de l'industrie. Toutes les activités de recherche menées dans le cadre de ce programme d'incitation se déroulent dans des établissements universitaires. Certaines bénéficient du soutien d'une entreprise industrielle qui voit le potentiel commercial des réalisations du projet et d'autres non. L'objectif principal est de franchir des étapes importantes d'ici à la fin du projet afin que l'entreprise industrielle puisse signer une entente de commercialisation de la technologie avec l'institut de recherche. Certaines des activités de recherche réalisées dans le cadre du programme d'incitation bénéficient d'un soutien professionnel de la part d'une entreprise industrielle ou d'une entité commerciale pertinente (comme un fonds de capital-risque).

4. Forme de la subvention

L'institut de recherche bénéficiant d'un soutien dans le cadre du programme a droit à une subvention équivalent à 90% au plus du budget approuvé, jusqu'à concurrence de 550 000 NSI (en cas d'aide supplémentaire par une entreprise industrielle) ou à 85% et jusqu'à hauteur de 440 000 NSI (en l'absence d'une telle aide) pour une période de 12 mois avec la possibilité de prolonger l'aide de 24 mois au plus (et, dans certains cas, jusqu'à 36 mois).

L'entreprise industrielle qui (le cas échéant) apporte un soutien au participant devient son partenaire, chargé de l'encadrer professionnellement et de l'aider à établir les objectifs de recherche, et participe au financement à hauteur de 10% du coût du projet.

À la fin de la recherche, l'entreprise détient un droit de négociation prioritaire en vue de conclure une entente de commercialisation avec l'institut de recherche.

Les travaux de recherche réalisés en collaboration avec deux ou trois instituts de recherche différents peuvent être financés jusqu'à concurrence de 810 000 NSI (en cas d'aide supplémentaire de la part d'une entreprise industrielle) ou de 770 000 NSI (en l'absence d'une telle aide).

5. À qui la subvention est accordée

Groupes de recherche universitaire israéliens qui, au sein d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un institut de recherche, souhaitent réaliser des travaux de recherche appliquée qui ne sont pas suffisamment avancés pour être soutenus par l'industrie ou le programme de commercialisation des connaissances tel qu'indiqué en termes généraux plus haut. La recherche doit porter sur une idée nouvelle et originale devant être validée, et la recherche fondamentale préliminaire et ses résultats doivent pouvoir être appliqués par l'industrie israélienne.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	71,2
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

4 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE LA COLLABORATION INTERNATIONALE

La Division de la collaboration internationale est chargée d'établir des passerelles avec les nouveaux marchés internationaux, de créer des plates-formes de coopération en matière de R&D innovante et d'attirer des parties prenantes stratégiques étrangères en Israël.

La Division de la collaboration internationale possède trois antennes géographiques: Amérique du Nord et Europe, Asie-Pacifique et Marchés émergents, ainsi qu'une unité de planification. De plus, l'ISERD, la Direction générale de la R&D israélo-européenne, agit comme point de contact général pour le Programme-cadre européen pour la R&D auquel Israël participe en tant que pays associé (le programme actuel étant le Programme Horizon 2020).

Le soutien aux projets de coopération internationale est rendu possible grâce à une série d'accords bilatéraux de coopération, de fonds binationaux, de divers accords avec des partenaires stratégiques et des institutions tels que des sociétés multinationales ou des hôpitaux de calibre mondial, ainsi qu'au Programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation.

En collaboration avec ses homologues à l'étranger, la Division coordonne les appels à propositions de financement et facilite le jumelage de partenaires en Israël et à l'étranger pour la réalisation de projets de R&D conjoints et l'établissement d'autres liens commerciaux.

Programmes bilatéraux de soutien mutuel

Les programmes bilatéraux de soutien mutuel de la R&D industrielle constituent une plate-forme pour la promotion de l'innovation technologique auprès des entités industrielles et de recherche. La Direction gère ces programmes en collaboration avec des organismes de financement de la R&D et de l'innovation dans les principaux pays, provinces et villes en Asie, Amérique du Nord et du Sud, Europe et Australie.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Lancement de projets conjoints de R&D aux niveaux bilatéral ou multilatéral, réalisés simultanément en Israël par des entreprises affiliées locales et à l'étranger par des partenaires désignés.

4. Forme de la subvention

Aide pour trouver un partenaire étranger.

Subvention conditionnelle couvrant jusqu'à 50% du budget approuvé d'un projet de R&D (ou jusqu'à 75% pour les entreprises appartenant à des femmes ou à des entrepreneurs issus de minorités) ou déterminées par le programme d'incitation financière pertinent pour le projet conjoint. Les entreprises situées dans des zones de développement peuvent bénéficier d'une subvention supplémentaire pouvant aller jusqu'à 25% du montant du budget approuvé.

Selon la nature de l'accord de collaboration en matière de R&D entre les deux pays, l'approbation de la coopération peut ne pas comprendre une aide financière (autofinancement par l'entreprise candidate).

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises industrielles technologiques de tous les secteurs industriels qui souhaitent développer ou améliorer des produits, des services ou des procédés de fabrication en collaboration avec un partenaire international.

Entreprises technologiques et entreprises en démarrage qui souhaitent conclure des alliances et des partenariats stratégiques avec des entreprises et des organisations étrangères, accroître leurs activités, réaliser des projets sur les sites Beta et des projets pilotes, avoir accès à des infrastructures de R&D innovantes à l'étranger (laboratoires, simulateurs, etc.), trouver des sources de financement supplémentaires, pénétrer de nouveaux marchés et tirer parti de connaissances et de technologies accessibles à l'étranger.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	43,8
------	------

8. Effets sur le commerce

Par définition, la R&D financée par le programme implique plus d'un pays et, suivant le succès remporté par le programme, il est probable qu'il en résulte un accroissement du commerce.

Programme de coopération en matière de R&D avec des sociétés multinationales

Le programme vise à mettre en relation des sociétés multinationales et des entreprises innovantes.

On a souvent désigné Israël comme le "pays des jeunes pousses" sachant qu'il s'y crée chaque année plus de 600 nouvelles entreprises en démarrage. Même si les entreprises en démarrage sont celles qui font le plus souvent des percées technologiques, leurs activités sont fréquemment complétées par l'implication de grandes sociétés, en particulier de grandes sociétés multinationales, qui leur servent de partenaires stratégiques et les aident pour la commercialisation, la fabrication et la pénétration des marchés mondiaux.

Afin d'encourager la création de partenariats entre des sociétés multinationales et de jeunes pousses en Israël, la Direction de l'innovation gère un programme de coopération en matière de R&D consacré exclusivement aux entreprises d'envergure mondiale.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Permettre à de petites et moyennes entreprises israéliennes d'établir des relations avec des sociétés multinationales et de participer à leurs activités dans les domaines de la technologie et de la commercialisation. Le programme encourage le réseautage et la coopération stratégique entre les deux parties.

4. Forme de la subvention

Les entreprises reçoivent une subvention couvrant de 20 à 50% (ou jusqu'à 75% pour les entreprises appartenant à des femmes ou à des entrepreneurs issus de minorités) du budget de développement approuvé par le Comité de recherche de la Direction de l'innovation. Les entreprises situées dans des zones de développement peuvent bénéficier d'une subvention supplémentaire pouvant aller jusqu'à 25% du montant du budget approuvé.

L'entreprise bénéficie d'une aide et d'un soutien de la part de la société multinationale sous la forme de conseils, de services et de ressources. L'entreprise peut rester propriétaire de la propriété intellectuelle ou en partager la propriété avec la société multinationale ou concéder à celle-ci une licence non exclusive lui permettant d'utiliser le nouveau savoir grâce à une entente entre les partenaires au projet.

La société multinationale reçoit des services tels que la recherche de partenaires possibles et l'obtention de droits de propriété intellectuelle dans les nouveaux projets (voir ci-dessus). En outre, elle est informée avec une diligence appropriée des résultats obtenus par les entreprises partenaires.

5. À qui la subvention est accordée

Les conditions d'admissibilité des sociétés multinationales sont, entre autres, les suivantes:

1. Revenus annuels supérieurs à 1,5 milliard d'USD
2. Investissements importants dans la R&D
3. Présence mondiale de par ses installations et activités
4. Lors de sa qualification, la société multinationale sera tenue de signer un mémorandum d'accord avec la Direction israélienne de l'innovation, qui définira les modalités de coopération entre la société multinationale et l'entreprise.

Les conditions d'admissibilité des entreprises sont, entre autres, les suivantes:

1. Fortement axée sur la R&D
2. revenus annuels ne dépassant pas 70 millions d'USD
3. aucune affiliation avec la société multinationale

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Inclus dans le budget général pour les programmes bilatéraux (tel que décrit plus haut).

8. Effets sur le commerce

Par définition, la R&D financée par le programme implique plus d'un pays et, selon le succès remporté par le programme, il est probable qu'il en résulte un accroissement du commerce.

Fonds binationaux

La Direction israélienne de l'innovation gère des fonds binationaux avec ses homologues étrangers conformément aux accords conclus entre le gouvernement israélien et les gouvernements des pays partenaires. Chaque pays affecte des fonds au financement de projets de R&D réalisés conjointement par des entreprises israéliennes et des entreprises étrangères. Il existe actuellement un certain nombre de fonds binationaux actifs.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître la compétitivité et l'avantage relatif des entreprises sur le marché mondial en encourageant la coopération entre elles et des entreprises étrangères, en plus de promouvoir et développer des technologies nouvelles et complémentaires, tout en réduisant l'exposition aux risques financiers et technologiques.

4. Forme de la subvention

1. Aide à la recherche d'un partenaire.
2. Aide financière couvrant jusqu'à 50% du budget approuvé pour un projet de R&D.
3. Guichet unique donnant accès en permanence à un soutien pendant toute la durée du projet de collaboration, de la préparation et de la présentation de la proposition jusqu'à la conclusion des évaluations technologiques et des examens financiers.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises technologiques de tous les secteurs industriels qui souhaitent développer ou améliorer des produits ou des procédés innovants en collaboration avec un partenaire étranger.

Entreprises technologiques et entreprises en démarrage qui souhaitent conclure des alliances stratégiques et créer des coentreprises avec des entreprises étrangères appropriées en vue d'étendre leurs activités, de trouver des sources de financement supplémentaires pour la R&D, de pénétrer de nouveaux marchés et de tirer parti des connaissances et technologies accessibles à l'étranger.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Données non disponibles.

8. Effets sur le commerce

Par définition, la R&D financée par le programme implique plus d'un pays et, selon le succès remporté par le programme, il est probable qu'il en résulte un accroissement du commerce.

5 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DE LA FABRICATION DE POINTE

La Division de la fabrication de pointe se concentre sur la promotion de la mise en œuvre des processus de R&D et d'innovation dans les entreprises du secteur manufacturier afin de renforcer leur compétitivité sur la scène mondiale et d'accroître la productivité dans différents secteurs industriels. Les programmes d'incitation de cette division visent à stimuler les industries orientées vers la fabrication et à encourager les propriétaires de petites et moyennes usines essentiellement à mettre au point des produits, des technologies et des procédés de fabrication innovants pour atteindre lesdits objectifs.

Industries orientées vers la fabrication

Les industries orientées vers la fabrication ont du mal à faire face à la concurrence mondiale qui ne cesse de s'intensifier. Afin d'éviter la stagnation et le recul des industries à faible technicité, la Direction de l'innovation offre diverses incitations conçues expressément pour répondre à leurs besoins et les encourager à innover davantage.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les entreprises orientées vers la fabrication à promouvoir et à mettre en œuvre des processus technologiques innovants, par exemple pour développer des produits innovants, améliorer des produits et des procédés de production existants. En outre, ce programme d'incitation aide les usines à élaborer de nouvelles stratégies fondées sur la différenciation technologique afin de créer des avantages compétitifs sur les marchés nationaux et internationaux.

4. À qui la subvention est accordée

Entreprises orientées vers la fabrication des quatre niveaux d'intensité en R&D: faible, moyenne à faible, moyenne à forte, forte.

Dans le cas des entreprises œuvrant dans des secteurs à faible intensité et à moyenne à faible intensité de R&D, plus de 50% des ventes doivent s'effectuer sur la base d'une production autonome pour que les entreprises puissent être admissibles au programme.

Dans les secteurs à moyenne à forte intensité et à forte intensité de R&D, deux autres conditions s'appliquent:

1. Au moins 30% des employés (et pas moins de 3 employés) travaillent dans la fabrication.
2. Jusqu'à 25 employés travaillent dans la R&D.

Les entreprises qui souhaitent déterminer si leurs activités remplissent les conditions requises pour participer à ce programme d'incitation peuvent demander à la Direction de l'innovation de procéder à une évaluation préliminaire de leur appartenance à une industrie à faible technicité

5. Durée

Programme en cours.

6. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	175,9
------	-------

7. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme peuvent produire des résultats commerciaux tangibles, et accroître les capacités et la compétitivité des entreprises concernées, ce qui a des effets sur le commerce de manière semblable à n'importe quel nouveau produit ou procédé mis au point par une entreprise.

Programme visant à préparer à la R&D les industries à faible technicité

Depuis sa création en 2018, le programme d'incitation préparatoire est un outil complémentaire de la Direction de l'innovation qui vise à aider les entreprises des industries à faible technicité qui n'ont pas d'expérience dans la mise en œuvre d'activités de R&D ou de processus d'innovation, ou les entreprises qui ont besoin d'être orientées et encadrées dans le cadre de leurs activités de R&D. Les entreprises qui participent à ce programme d'incitation ont droit à un remboursement partiel des

dépenses engagées pour obtenir des services de consultation tels que l'identification et l'évaluation des capacités technologiques, l'établissement des objectifs futurs, l'analyse des lacunes technologiques et des orientations pour renforcer leurs capacités grâce à l'adoption de technologies et de processus plus avancés.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Amorcer un changement de culture des entreprises dans les industries à faible technicité, notamment par l'adoption de valeurs et de méthodes de travail qui pérennisent les activités de R&D et d'innovation fondées sur les besoins du marché. Ce programme d'incitation vise à accroître la compétitivité des entreprises participantes grâce à la mise en œuvre de processus de R&D et à l'adoption de nouvelles technologies.

4. Forme de la subvention

1. Dans les zones de développement d'Israël, la Direction de l'innovation prendra à sa charge 75% des honoraires des services de consultation, et l'entreprise, 25%, le budget étant plafonné à 100 000 NSI.
2. Au centre d'Israël, la Direction de l'innovation prendra à sa charge 66% des honoraires des services de consultation, et l'entreprise, 25%, le budget étant plafonné à 75 000 NSI.
3. Le taux horaire des services de consultation est plafonné à 200 NSI. Jusqu'à 200 heures de consultation peuvent être remboursées à l'entreprise.
4. Pour ce qui est du financement des études de marchés, et des études relatives aux brevets et aux technologies, la Direction de l'innovation prendra à sa charge 75% du coût effectif jusqu'à concurrence de 12 000 NSI, TVA en sus.

5. À qui la subvention est accordée

Les entreprises orientées vers la fabrication des quatre niveaux d'intensité en R&D: faible, moyenne à faible, moyenne à forte, forte.

Dans le cas des entreprises œuvrant dans des secteurs à faible intensité et à moyenne à faible intensité de R&D, plus de 50% des ventes doivent s'effectuer sur la base d'une production autonome pour que les entreprises puissent être admissibles au programme.

Dans les secteurs à moyenne à forte intensité et à forte intensité de R&D, deux autres conditions s'appliquent:

1. Au moins 30% des employés (et pas moins de 3 employés) travaillent dans la fabrication.
2. Jusqu'à 25 employés travaillent dans la R&D.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)

2020	5,7
------	-----

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme peuvent produire des résultats commerciaux tangibles, et accroître les capacités et la compétitivité des entreprises concernées, ce qui a des effets sur le commerce de manière semblable à n'importe quel nouveau produit ou procédé mis au point par une entreprise.

6 DIRECTION DE L'INNOVATION – DIVISION DES ENJEUX SOCIÉTAUX

La Division des enjeux sociétaux s'emploie principalement à améliorer l'efficacité et la qualité des services offerts par le secteur public, ainsi que le bien-être social et la qualité de vie, grâce à l'innovation technologique. Elle a pour mandat de mettre à contribution les industries de haute technologie pour trouver des solutions à divers problèmes importants auxquels la société et le secteur public israéliens sont confrontés en Israël; de mieux faire connaître les besoins particuliers des personnes handicapées dans des domaines tels que la santé, la sécurité et l'alimentation; et de servir d'intermédiaire entre ces personnes et les entreprises israéliennes en favorisant les solutions technologiques et en créant une demande pour de telles solutions.

Soutien à la R&D axée sur la technologie d'aide destinée aux personnes handicapées

Ce programme unique encourage la R&D axée sur les technologies d'aide destinées aux personnes handicapées et contribue à leur qualité de vie tout en facilitant leur intégration dans la société, la communauté et le marché du travail. Les personnes handicapées bénéficient de ces avancées qui permettent de réaliser des économies significatives à l'échelle de la société et du pays.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la R&D pour les produits industriels qui apportent des solutions technologiques aux personnes handicapées afin de leur permettre de s'intégrer à la société et au marché du travail. Ce programme d'incitation est le fruit de la collaboration entre la Direction de l'innovation et la Caisse nationale d'assurance.

4. Forme de la subvention

Les entreprises et les organisations à but non lucratif peuvent bénéficier d'une aide couvrant 75% du budget approuvé de R&D pour les demandes de crédits budgétaires allant jusqu'à 500 000 NSI et 60% pour les demandes de crédits budgétaires comprises entre 500 000 et 1 500 000 NSI. Les entreprises et les organisations à but non lucratif situées dans des zones de développement peuvent bénéficier d'une subvention supplémentaire d'un montant maximal de 10% du budget approuvé. Les entreprises appartenant à des femmes ou à des entrepreneurs issus de minorités peuvent prétendre à un soutien de 70 à 75% pour une durée limitée à deux ans).

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises et organisations à but non lucratif qui souhaitent développer des technologies pour aider les personnes aux prises avec des handicaps physiques, mentaux ou cognitifs qui, collectivement, représentent jusqu'à 5% de la population.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	11,0
------	------

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

Enjeux concernant le secteur public

Ce programme a été lancé par la Direction de l'innovation dans le cadre du projet "Israël numérique" du Ministère de l'égalité sociale. Le programme s'ajoute aux autres dispositifs mis de l'avant par le gouvernement pour encourager l'innovation grâce à l'achat préliminaire de solutions technologiques innovantes.

9. Forme de la subvention

Le programme d'incitation comprend deux filières de soutien :

1. Programme de R&D préliminaire visant à procéder à l'évaluation de la faisabilité technologique et/ou commerciale en vue du développement d'un produit/service/procédé ou de l'amélioration majeure d'un produit/service/procédé existant.
2. Programme de R&D pour l'innovation dans le secteur public axé sur le développement d'un produit/service/procédé ou l'amélioration majeure d'un produit/service/procédé existant.

1. Autorité accordant la subvention

Direction de l'innovation.

2. Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager et aider les entrepreneurs souhaitant répondre aux difficultés et besoins du secteur public au moyen de solutions technologiques innovantes. Les résultats du programme permettront :

1. d'améliorer les services offerts à la population par le secteur public et le gouvernement;
2. de rationaliser et améliorer le secteur public et les services qu'il offre;
3. d'améliorer l'accès à l'information de la population;
4. de protéger les systèmes de données du secteur public.

4. Forme de la subvention

Les entreprises et les organisations à but non lucratif peuvent bénéficier d'une aide couvrant 75% du budget approuvé de R&D pour les demandes de crédits budgétaires allant jusqu'à 500 000 NSI et 60% pour les demandes de crédits budgétaires comprises entre 500 000 et 1 500 000 NSI. Les entreprises et les organisations à but non lucratif situées dans des zones de développement peuvent bénéficier d'une subvention supplémentaire d'un montant maximal de 10% du budget approuvé. Les entreprises appartenant à des femmes ou à des entrepreneurs issus de minorités peuvent prétendre à un soutien de 70 à 75% pour une durée limitée à deux ans).

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises industrielles et organisations à but non lucratif cherchant à développer, fabriquer et commercialiser des produits, des services et des procédés qui contribueront à la réalisation des objectifs de ce programme et apporteront une réponse technologique innovante aux besoins définis comme prioritaires par le Fonds Israël numérique.

6. Durée

Programme en cours.

7. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (millions de NSI)**

2020	7,9
------	-----

8. Effets sur le commerce

Les produits ou procédés financés par ce programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour que les résultats d'un projet de R&D aboutissent à un produit ou procédé commercialement exploitable. Par conséquent, ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

7 AIDE OCTROYÉE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES PAR L'AGENCE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (SMBA)1. Autorité accordant la subvention

Agence pour les petites et moyennes entreprises (SMBA).

2. Fondement juridique

Décision gouvernementale.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accorder une aide aux propriétaires et dirigeants de petites entreprises pour créer, gérer et développer leurs activités.

4. Forme de la subvention

- Prêts aux PME garantis par l'État: La subvention revêt la forme d'un dépôt de l'État auprès de la banque qui offre les meilleures conditions de prêt et des garanties parallèles aux petites et moyennes entreprises. Une petite entreprise dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 6,25 millions de NSI peut obtenir un prêt d'un montant maximal de 500 000 NSI. Une moyenne entreprise dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 6,25 millions de NSI peut obtenir un prêt équivalant à 8% de son chiffre d'affaires annuel. Le prêt est octroyé pour une période de cinq ans au maximum, avec un délai de grâce de six mois.
- Prêts aux PME garantis par l'État – COVID-19 (programme lancé en avril 2020): Un fonds spécial de prêt aux entreprises a été créé pour venir en aide aux entreprises ayant des problèmes de trésorerie en raison des retombées de la pandémie de COVID-19. La subvention revêt la forme d'un dépôt de l'État auprès de la banque qui offre les meilleures conditions de prêt. Une entreprise avec un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 400 millions de NSI peut bénéficier d'un prêt couvrant 40% de son chiffre

d'affaires annuel et n'excédant pas 20 millions de NSI. Les prêts sont accordés pour une période de 10 ans au maximum avec un délai de grâce d'un an.

5. À qui la subvention est accordée

Des prêts garantis par l'État sont accordés à de petites entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 100 millions de NSI. Les prêts COVID-19 garantis par l'État sont accordés à des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 400 millions de NSI.

6. Montant budgétisé/dépenses

En 2020, les dépenses opérationnelles du programme se sont élevées à environ 3 millions d'USD, tout comme les années précédentes.

Dans les années ordinaires, le fonds a une composante "assurance" et il indemnise les banques pour un montant annuel d'environ 17 millions d'USD pour les coûts entraînés par le non-remboursement des prêts par les PME.

En 2020, l'État a accordé des garanties de prêts pour un montant total de 22,5 milliards de NSI. Les coûts des défauts de remboursement des PME en 2020 ne sont pas encore connus.

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Étant donné que le programme a fourni une aide urgente aux entreprises qui connaissaient de sérieuses difficultés en raison de la pandémie de COVID-19, il n'est pas encore possible d'évaluer quels sont les effets qu'il peut avoir sur le commerce, le cas échéant.

Centres pour le développement des entreprises – Centres MAOF de l'Agence pour les petites et moyennes entreprises

1. Autorité accordant la subvention

Agence pour les petites et moyennes entreprises (SMBA).

2. Fondement juridique

Décision gouvernementale.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet d'apporter une aide aux propriétaires et aux dirigeants de petites entreprises pour établir, gérer et développer leur entreprise.

4. Forme de la subvention

L'Agence pour les petites et moyennes entreprises a créé 44 centres pour le développement des petites entreprises appelés "centres MAOF". Elle assure leur financement, supervision et contrôle. Ces centres doivent servir d'organisme de liaison pour les propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) et les entrepreneurs qui prévoient de créer de nouvelles entreprises. La principale activité des centres MAOF, qui sont destinés à servir de guichet unique pour la formation des entrepreneurs, consiste à dispenser une formation, comme des ateliers, des cours et des services de conseil, dans ce domaine aux petits et moyens entrepreneurs ainsi qu'aux futurs entrepreneurs. Ces centres gèrent aussi quelques petits projets comme des accélérateurs d'entreprises pour aider les petits et moyens entrepreneurs à mettre sur pied leurs plates-formes commerciales numériques

ou pour les aider à obtenir des prêts commerciaux auprès des banques et fonds. En outre, les centres MAOF offrent des formations aux autorités locales sur le thème "Comment proposer des services et des politiques locales plus favorables aux PME".

5. À qui la subvention est accordée

Entrepreneurs qui se lancent en affaires et aux micro, petites et moyennes entreprises, et visent essentiellement à encourager l'entrepreneuriat au sein de groupes particuliers ou défavorisés, comme les communautés ultraorthodoxes, les minorités, les nouveaux immigrants, les personnes sans emploi et la population des zones défavorisées.

6. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)

2020	50 000
------	--------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Compte tenu de l'étendue et de la nature de l'aide, il n'est pas possible d'évaluer quels sont les effets que ce programme peut avoir sur le commerce, le cas échéant.

Programme axé sur la conception de produits de l'Agence pour les petites et moyennes entreprises

1. Autorité accordant la subvention

Agence pour les petites et moyennes entreprises.

2. Fondement juridique

Décision gouvernementale.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet de sensibiliser davantage les PME à l'importance de la conception industrielle et de renforcer ainsi l'avantage concurrentiel des produits de ces entreprises.

4. Forme de la subvention

Subvention couvrant jusqu'à 60% des dépenses de conception et de planification, plafonnée à 57 000 USD.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises de fabrication qui emploient 100 salariés au plus dans des usines et qui souhaitent développer une conception innovante de leurs produits.

6. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)

2020	0*
------	----

* Le programme n'a pas été opérationnel en 2020 en raison du manque de ressources budgétaires.

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Compte tenu de l'étendue et de la nature de l'aide, il n'est pas possible d'évaluer quels sont les effets que ce programme peut avoir sur le commerce, le cas échéant.

8 ADMINISTRATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Administration du commerce extérieur du Ministère israélien de l'économie et de l'industrie lance les nouvelles activités commerciales d'Israël, et gère et promeut ses activités commerciales existantes ainsi que sa politique commerciale.

Programme de ciblage de marchés ("Smart Money")

1. Autorité accordant la subvention

Administration du commerce extérieur, Ministère de l'économie et de l'industrie.

2. Fondement juridique

Décisions gouvernementales et directives du Directeur général du Ministère de l'économie et de l'industrie.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'encourager les exportateurs à adopter des stratégies de commercialisation d'avant-garde et à utiliser des outils de commercialisation de pointe, de les aider à se doter d'une infrastructure de commercialisation et de leur fournir la formation nécessaire en commercialisation.

4. Forme de la subvention

La subvention revêt la forme d'une subvention conditionnelle qui permet de rembourser 50% de certaines dépenses approuvées. Les sociétés appartenant à des groupes minoritaires en Israël (Musulmans, Druzes, Bédouins, Chrétiens et Circassiens) peuvent se faire rembourser 75% des dépenses approuvées. Elles bénéficient d'un traitement préférentiel additionnel en ce qui concerne les règles d'admissibilité et le processus d'attribution de la subvention.

Le programme accorde une aide pour les dépenses suivantes: formation en commercialisation internationale, analyse de marchés, techniques de communication en marketing, participation à des expositions professionnelles, services de conseil en commercialisation, implantation et gestion de bureaux, emploi de personnel local, frais de voyages par avion, aide juridique, dépenses résultant de la réglementation et assurance du commerce extérieur. La subvention conditionnelle est consentie pour une période de deux à trois ans et la société est tenue de commencer à payer des redevances dès que ses activités de commerce extérieur sont rentables.

5. À qui la subvention est accordée

Sociétés dont les ventes internationales dépassent 250 000 dollars EU sur les marchés internationaux et ayant un chiffre d'affaires d'au plus 55 000 000 de dollars EU (200 millions de NSI), tous secteurs confondus.

6. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)**

2020	17 774
------	--------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas encore possible d'estimer quels sont les effets, le cas échéant, que ce programme peut avoir sur le commerce.

Shalav – Une passerelle pour le programme de commercialisation internationale1. Autorité accordant la subvention

Administration du commerce extérieur, Ministère de l'économie et de l'industrie.

2. Fondement juridique

Décision gouvernementales et directives du Directeur général du Ministère de l'économie et de l'industrie.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'inciter les petites et moyennes entreprises à investir dans des démarches de commercialisation à l'échelle mondiale.

4. Forme de la subvention

- La subvention revêt la forme d'une subvention conditionnelle qui permet de rembourser 50% de certaines dépenses approuvées. Les sociétés appartenant à des groupes minoritaires en Israël (Musulmans, Druzes, Bédouins, Chrétiens et Circassiens) peuvent se faire rembourser 75% des dépenses approuvées. Elles bénéficient d'un traitement préférentiel additionnel en ce qui concerne les règles d'admissibilité et le processus d'attribution de la subvention
- Le programme accorde une aide pour les dépenses suivantes: formation en commercialisation internationale, analyse de marchés, techniques de communication en marketing, participation à des expositions professionnelles, services de conseil en commercialisation, frais de voyages par avion, aide juridique, dépenses résultant de la réglementation et assurance du commerce extérieur. La subvention conditionnelle est consentie pour une période de deux ans et la société est tenue de commencer à payer des redevances dès que ses activités de commerce extérieur sont rentables.

5. À qui la subvention est accordée

Sociétés réalisant des ventes inférieures à 250 000 USD sur les marchés internationaux et ayant un chiffre d'affaires d'au moins 125 000 USD (500 000 NSI) mais ne dépassant pas 25 millions d'USD (100 millions de NSI).

6. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)**

2020	10 439
------	--------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas encore possible d'estimer que sont les effets, le cas échéant, que ce programme peut avoir sur le commerce sous sa forme actuelle.

9 SOUTIEN EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**Cours de formation pour adultes**1. Autorité accordant la subvention

Bureau de la formation et du perfectionnement professionnels, Ministère du travail, des affaires sociales et des services sociaux.

2. Fondement juridique

Décisions gouvernementales.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Offrir des cours de formation professionnelle aux personnes à la recherche d'un emploi ainsi qu'à des groupes ciblés, tels que les chefs de famille monoparentale, les membres des minorités, les personnes handicapées, qui ont besoin d'une formation professionnelle pour trouver un emploi qui leur convienne.

4. Forme de la subvention

Cours et ateliers financés par le Ministère du travail, des affaires sociales et des services sociaux.

5. À qui la subvention est accordée

La subvention permet d'offrir des cours de formation professionnelle de jour aux personnes à la recherche d'un emploi ainsi qu'à des groupes ciblés, tels que les chefs de famille monoparentale, les membres des minorités, les personnes handicapées, qui ont besoin d'une formation professionnelle pour trouver un emploi qui leur convienne sur le marché du travail moderne.

Les cours sont offerts par des instituts de formation professionnelle à des groupes d'une vingtaine de participants, généralement sans emploi. À la fin de la formation, les participants passent des examens d'État et obtiennent un certificat officiel du Ministère.

6. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)**

2020	9 248
------	-------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Compte tenu de l'étendue et de la nature de l'aide, ce programme ne peut avoir aucun effet sur le commerce.

Formation en cours d'emploi

1. Autorité accordant la subvention

Bureau de la formation et du perfectionnement professionnels, Ministère du travail, des affaires sociales et des services sociaux.

2. Fondement juridique

Décision gouvernementale.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'intégrer des personnes à la recherche d'un emploi dans la main-d'œuvre, de réduire le taux de chômage et de permettre à ces personnes d'acquérir une expérience professionnelle de base au cours de leur période d'emploi dans diverses industries qui figurent dans une liste sélectionnée de stages de formation professionnelle, comme spécifié sur le site Web du Ministère.

4. Forme de la subvention

Contribution au salaire de l'employé et du conseiller pour une période de six mois.

5. À qui la subvention est accordée

Tout employeur qui souhaite recruter de nouveaux employés et qui leur fournit une formation en cours d'emploi en fonction des exigences de l'emploi offert. La formation est mise en œuvre grâce à un système de mentorat.

6. Subvention annuelle totale

Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)

2020	2 800
------	-------

7. Durée

Le programme est à l'arrêt en raison de l'absence de budget jusqu'en novembre 2020.

8. Effets sur le commerce

Compte tenu de l'étendue et de la nature de l'aide, ce programme ne peut avoir aucun effet sur le commerce.

9. Autres renseignements utiles

La subvention est accordée après que l'employé a occupé un poste pendant six mois.

Cours combinant études et travail en usine

1. Autorité accordant la subvention

Bureau de la formation et du perfectionnement professionnels, Ministère du travail, des affaires sociales et des services sociaux.

2. Fondement juridique

Directives gouvernementales.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'intégrer des personnes à la recherche d'un emploi dans la main-d'œuvre, de réduire le taux de chômage et de permettre à ces personnes d'acquérir une expérience professionnelle de base au cours de leur période d'emploi.

4. Forme de la subvention

Cours de formation professionnelle.

5. À qui la subvention est accordée

Tout employeur (usines, association d'employeurs, groupes sectoriels) qui souhaitent former des étudiants pour les préparer à occuper un emploi à temps plein.

6. Subvention annuelle totale**Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)**

2020	879
------	-----

7. Effets sur le commerce

Compte tenu de l'étendue et de la nature de l'aide, ce programme ne peut avoir aucun effet sur le commerce.

Programme de formation en apprentissage – Programme des "débutants"1. Autorité accordant la subvention

Bureau de la formation et du perfectionnement professionnels, Ministère du travail, des affaires sociales et des services sociaux.

2. Fondement juridique

Directives gouvernementales.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme des "débutants" a pour objet d'offrir aux participants une formation professionnelle en cours d'apprentissage qui combine formation théorique et formation pratique dans un établissement d'enseignement tout en travaillant et en acquérant une expérience professionnelle. Il fournit des employés qualifiés et expérimentés aux employeurs et permet aux personnes à la recherche d'un emploi d'obtenir un métier tout en acquérant une expérience de travail.

4. Forme de la subvention

Cours et ateliers de formation professionnelle offerts à des personnes à la recherche d'un emploi et octroi de subventions aux employeurs pour leur participation financière à la formation des employés.

5. À qui la subvention est accordée

La subvention s'adresse à deux catégories de personnes:

1. Personnes à la recherche d'un emploi et employés occupant des postes peu qualifiés qui souhaitent obtenir un métier et s'intégrer dans un domaine professionnel.
2. Employeurs ayant besoin d'employés qualifiés pour occuper des postes vacants.

6. Subvention par employé**Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)**

2020	1 646
------	-------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Compte tenu de l'étendue et de la nature de l'aide, ce programme ne peut avoir aucun effet sur le commerce.

Programme de bons1. Autorité accordant la subvention

Bureau de la formation et du perfectionnement professionnels, Ministère du travail, des affaires sociales et des services sociaux.

2. Fondement juridique

Décisions gouvernementales.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet d'inciter des personnes sans emploi et des personnes à la recherche d'un emploi appartenant à des groupes de population ciblés, à acquérir une formation professionnelle et à participer au marché du travail.

4. Forme de la subvention

Bons remis par le Bureau de la formation et du perfectionnement professionnels. La valeur moyenne d'un bon est de 2 178 USD et sa valeur maximale s'élève à 3 272 USD pour des cours professionnels qui peuvent être suivis à l'un des instituts de formation professionnelle.

5. À qui la subvention est accordée

Personnes sans emploi, personnes à la recherche d'un emploi et personnes appartenant à des groupes de population ciblés tels que chefs de famille monoparentale, membres des minorités, personnes handicapées, personnes âgées de plus de 45 ans, anciens détenus et autres personnes ayant besoin d'une formation professionnelle pour trouver un emploi qui leur convient sur le marché du travail israélien.

6. Montant de la subvention par employé**Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)**

2020	11 515
------	--------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Ce programme n'a aucun effet sur le commerce.

10 AGENCE CHARGÉE DES INVESTISSEMENTS AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INDUSTRIE

Programme de subventions à l'emploi

1. Autorité accordant la subvention

Agence chargée des investissements et du développement de l'industrie et de l'économie au Ministère de l'économie et de l'industrie.

2. Fondement juridique

Loi n° 5719-1959 sur l'encouragement des dépenses d'investissement.

Directives du Directeur général et décisions gouvernementales.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître le taux d'emploi dans les zones défavorisées d'Israël ainsi qu'au sein des groupes de population spécifiques ayant un taux de chômage élevé.

4. Forme de la subvention

Subventions prenant en charge entre 20 et 40% du salaire de l'employé. Les subventions sont versées trimestriellement aux entreprises pour une durée de deux à trois ans pour établir les employés dans leur poste et leur offrir un avenir professionnel.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises construisant ou agrandissant des installations industrielles, des centres d'appel téléphonique, des centres d'assistance informatique ou des centres logistiques. Afin de pouvoir bénéficier du programme, ces entreprises doivent maintenir des niveaux minimaux d'emploi et de salaire.

6. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)

2020	16 279
------	--------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Le programme aide les entreprises des zones défavorisées du pays. Par conséquent, il est difficile d'estimer quels sont les effets sur le commerce, le cas échéant, qui peuvent résulter de ce programme.

Incitations à l'investissement prévues dans la Loi pour l'encouragement de l'investissement productif

1. Autorité accordant la subvention

Agence chargée des investissements et du développement de l'industrie et de l'économie au Ministère de l'économie et de l'industrie.

2. Fondement juridique

Loi n° 5719-1959 sur l'encouragement des dépenses d'investissement.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet d'encourager les investissements productifs nationaux et étrangers ainsi que l'entrepreneuriat commercial, en particulier les activités innovantes et économiques dans les zones défavorisées.

4. Forme de la subvention

L'aide au titre de ce programme est fournie sous forme de dons et/ou de réductions des taux d'imposition.

Des subventions couvrant jusqu'à 30% de l'investissement productif approuvé sont accordés aux entreprises agréées établies dans des zones défavorisées.

5. À qui la subvention est accordée

Entreprises industrielles compétitives au niveau mondial établies dans des zones défavorisées.

6. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives¹ (milliers d'USD)**

2020	80 758
------	--------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

L'aide au titre de ce programme est accordée à des entreprises établies dans des zones défavorisées et vise à compenser les inégalités régionales en matière d'investissement et à relever le niveau des revenus et de l'emploi dans les zones structurellement faibles. Par conséquent, ce programme n'a aucun effet sur la concurrence, y compris en ce qui concerne le commerce international.

Programme de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de l'efficacité énergétique1. Autorité accordant la subvention

Agence chargée des investissements et du développement de l'industrie et de l'économie au Ministère de l'économie et de l'industrie.

2. Fondement juridique

Directives du Directeur général et décisions gouvernementales.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme vise à encourager les investissements dans des projets d'efficacité énergétique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

¹ À l'exclusion des avantages fiscaux.

4. Forme de la subvention

Les subventions sont octroyées pour couvrir les coûts de la planification préliminaire du projet d'efficacité énergétique, les dépenses relatives à l'achat et à l'installation d'équipements et de machines et les technologies nécessaires à l'amélioration ou au remplacement des technologies existantes. Chaque entreprise peut demander une subvention couvrant 20% de son investissement dans le projet et un montant maximal de 3 millions de NSI par année civile (dans certains cas, un montant maximal de 6 millions de NSI pour une entreprise de services énergétiques par exemple).

5. À qui la subvention est accordée

La subvention est accordée à une entreprise qui possède un terrain ou en détient le bail pour au moins cinq ans et souhaite exécuter un projet d'efficacité énergétique ou à une entreprise de services énergétiques titulaire d'une licence du Ministère de l'énergie.

Le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise ne devrait pas excéder 400 millions de NSI. Cette condition ne s'applique pas aux municipalités, aux institutions éducatives et aux hôpitaux privés et à quiconque a déposé une demande de subvention pour l'installation commerciale de nouvelles technologies qui constituent au moins 51% de l'investissement dans le projet.

6. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)

2020	56 101
------	--------

7. Durée

Le programme a cessé ses activités à la fin de 2020.

8. Effets sur le commerce

La subvention était accordée principalement aux entreprises des zones défavorisées du pays, et visait à encourager la consommation de gaz dans le secteur industriel. Par conséquent, ses effets sur le commerce, le cas échéant, sont très limités.

11 AUTRES FORMES DE SUBVENTIONS

Coût de l'aménagement foncier

1. Autorité accordant la subvention

Administration des zones industrielles au Ministère de l'économie et de l'industrie.

2. Fondement juridique

Décisions gouvernementales.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La participation aux coûts de l'aménagement foncier dans les zones industrielles des régions défavorisées est destinée à inciter les entreprises à s'implanter dans ces zones. L'aménagement foncier comprend, entre autres choses, les travaux de terrassement, la construction de routes d'accès ainsi que la mise en place de systèmes d'éclairage.

4. À qui la subvention est accordée

Entreprises qui établissent leurs industries dans une zone défavorisée conformément à la Loi visant à encourager les investissements productifs et après approbation de l'autorité responsable de l'attribution des terrains.

5. Forme de la subvention

La participation aux coûts de l'aménagement foncier varie de 30 à 90% au plus, en fonction de plusieurs facteurs, dont les principaux sont la distance entre la région concernée et le centre d'Israël, les données passées sur la demande de l'industrie pour des terrains et le niveau socioéconomique de la commune.

6. Montant budgétisé/dépenses**Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)**

2020	9 009
------	-------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Ce programme prévoit la participation des pouvoirs publics au développement d'infrastructures de base (aménagement foncier); par conséquent, il n'a pas d'effets sur le commerce.

Zone franche d'Eilat1. Autorité accordant la subvention

Ministère des finances.

2. Fondement juridique

Loi de 1985 sur la zone franche d'Eilat.

3. Objet du programme

Le programme a pour objet d'encourager le développement de la ville d'Eilat, qui est située à la frontière la plus au sud d'Israël.

4. Forme de la subvention

Plusieurs formes d'avantages fiscaux.

La plupart des produits (importés ou de fabrication nationale) achetés à Eilat sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée. Cet avantage fiscal est accordé aux résidents d'Eilat et aux sociétés qui y sont implantés pour les produits qui y sont consommés. Les employeurs reçoivent des remboursements d'impôt représentant jusqu'à 20% des salaires bruts versés aux employés.

5. À qui la subvention est accordée

Résidents d'Eilat et sociétés implantées à Eilat.

6. Montant budgétisé/dépenses

Données non disponibles.

7. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible d'estimer quels sont les effets que ce programme peut avoir sur le commerce, le cas échéant.

Zone franche portuaire

1. Autorité accordant la subvention

Ministère des finances et Ministère des transports.

2. Fondement juridique

Loi de 1969 sur les zones franches portuaires.

3. Objet du programme

L'objectif est de promouvoir le développement de la ville portuaire d'Eilat, qui est située à la frontière la plus au sud d'Israël.

4. À qui la subvention est accordée

Entreprises établies dans la zone franche portuaire d'Eilat.

5. Forme de la subvention

Diverses formes d'avantages fiscaux, entre autres:

1. pour les entreprises de la zone A (comme Eilat), taux d'imposition des bénéfices abaissé à 9% en 2014-2016;
2. impôt de 15% sur les dividendes versés à partir des bénéfices susmentionnés, sans limite de temps prescrite.

6. Montant budgétisé/dépenses

Données non disponibles.

7. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible d'estimer quels sont les effets que ce programme peut avoir sur le commerce, le cas échéant.

Pêcheries – Exonération des droits d'accise appliqués au carburant

1. Autorité accordant la subvention

Administration fiscale israélienne.

2. Fondement juridique

Décret de 2005 relatif au droit d'accise sur les carburants (exonération et restitution) [traduction non officielle].

En vertu de ce décret, des demandes de remboursement des droits sur le diesel peuvent être présentées. Sont admissibles au bénéfice du remboursement ceux qui ont droit d'acheter le diesel utilisé par les chalutiers, comme indiqué dans l'Addendum à l'Ordonnance relative aux droits d'accise appliqués au carburant (exonération et restitution).

3. Objet du programme

Les droits d'accise appliqués au carburant visent à réduire la consommation de carburant, tandis que l'utilisation du carburant comme élément de production pour la pêche est exonérée.

4. À qui la subvention est accordée

La subvention est accordée aux chalutiers titulaires d'une licence.

5. Forme de la subvention

Restitution des droits d'accise.

6. Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives (milliers d'USD)

2020	731 613
------	---------

7. Durée

Programme en cours.

8. Effets sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce.